

L'intersyndicale locale CGT / Solidaires / FO / CFDT-CFTC Finances publiques s'est réunie avant les fêtes et a décidé de rassembler en AG, sur les plus gros sites, un maximum de collègues du département pour discuter ensemble des actions à mener et recenser les revendications.

Les suppressions d'emplois débutent à l'Assemblée nationale avec le vote du projet de loi de Finances. Depuis trop longtemps les gouvernements successifs ont considéré la DGFIP comme un **réservoir d'emplois à supprimer** : **près de 50 000 de 2002 à 2023 !**

Alors, quand le ministre et le directeur général se félicitent d'uniquement **850 suppressions supplémentaires d'emplois à la DGFIP**, s'agit-il d'une touche d'humour tout à fait déplacée ou d'une vraie provocation ? D'autant que, moins nous sommes nombreux, plus une suppression d'emploi fait mal ! C'est montrer bien peu de considération envers nous et ce qui devrait être nos missions de service public !



Pour l'année 2023, ce sont en fait 1 352 suppressions d'emplois qui frappent toutes les directions départementales et régionales ! Quant à la démétropolisation, elle a entraîné la relocalisation de 618 emplois, sans mission de service direct à la population locale.

Ce sont les « petites mains » des catégories B et C qui, une nouvelle fois, paient un lourd tribut dans ces suppressions d'emplois, puisqu'elles supportent respectivement 24,5 % et 70 % des suppressions.

EMPLOIS DIRECTIONS DÉPARTEMENTALES											
AGFIP	AFIP	AFIPA	IP	Idiv HC	Idiv CN	Ilex HC	Ilex CN	A	B	C	PLF 2023
0	-3	48	92	-145	-124	0	1	67	-337	-951	-1352

Dont 40 B géo

En Haute-Garonne, l'addition est salée, avec **60 emplois supprimés en 2023**. Sur un effectif de 1 604 agents, cela représente près de 4 % des effectifs !!! Dans le détail :

	VENTILATION PAR CATÉGORIE DE L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS													
	AGFIP	AFIP	AFIPA	IP	Idiv		Idiv expert		A		B		C - AST	TOTAL
					HC	CN	HC	CN	Admi	Huiss	Admi	Géo		
ÉVOLUTION DU TAGERFiP 2023			1	1	-2	-7			1		-27		-27	-60

Encore et toujours ce sont les catégories B et C qui chargent, avec 27 emplois C et 27 emplois B supprimés.

Toutefois, cette année, la catégorie des Idiv perd 9 emplois. On peut y voir un « repyramidage » de l'encadrement, qui est aussi constaté au niveau national. Ces 269 suppressions de poste correspondent à la liquidation des trésoreries sur le territoire national, les postes de conseillers aux décideurs locaux (CDL) n'auront évidemment pas permis de recaser tout le monde. Les collègues de catégorie A peuvent être plus qu'inquiets sur leurs perspectives de carrière...

Et que penser des 2 postes A+ créés (1 AFIPA et 1 IP) ? Peut-être manque-t-on encore de généraux dans l'armée mexicaine du fisc haut-garonnais ?

Notre administration utilise des armes de destruction massive de l'emploi ! Elle appelle cela NRP, démétropolisation, redéploiement, relocalisation... Elle estime aussi, toujours, que les gains de productivité liés aux différentes réformes justifient ces suppressions.

Pour les SIP, ce sont 18 emplois supprimés, justifiés par la direction, par la suppression de la TH des résidences principales et la suppression de la contribution à l'audiovisuel public. C'est vrai que les TH secondaires, TLV et THLV ne nécessitent aucunes mises à jour, ni aucuns contentieux ! Encore une décision prise par des dirigeants ne connaissant pas le métier.

En détail : **Muret** : - 1 B et -1 C (mais redéploiement d'un C du SGC Muret) / **St-Gaudens** : -1 B / **Cité** : -1 B et - 1 C / **St-Alban** : - 1 B / **Rangueil** : - 4 C ; **Mirail** : -1 B et - 3 C ; **Colomiers** : - 2 B ; **Balma** : - 2 C.

Pour les SIE, c'est « grâce » à la démétropolisation et la création de l'antenne du SIE d'Agen, que la direction justifie 15 suppressions d'emplois.

En détail : **Muret** : - 1 A et - 1 C / **Cité** : -3 B et - 1 C (mais redéploiement d'un C de la direction) / **Rangueil** : - 2 B ; **Mirail** : - 2 B ; **Colomiers** : - 2 B ; **Balma** : - 1 A, - 1 B et - 1 C (mais redéploiement d'un B de la direction).

Pour le SPF, ce sont 2 emplois (1 B et 1 C) qui sont supprimés.

Pour le PNA, ce service est restructuré entièrement avec un changement de mission, la direction en profite pour supprimer 9 emplois (2 B et 7 C). **On adaptera donc les missions de la future structure aux emplois restants, c'est la gestion « moderne » de la DGFIP !**

Avec la fermeture du Pôle Redevance, du fait de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public, ce sont 18 emplois supplémentaires qui disparaissent de la Haute-Garonne (2A, 5B et 10C).

Pour la sphère du contrôle fiscal, soi-disant une mission prioritaire pour la DGFIP, ce sont quand même 6 emplois supprimés au motif de recours à l'intelligence artificielle et la création des pôles nationaux de contrôle à distance.

En détail : - 1 A au **PCE Rangueil** et - 1 B au **PCE Mirail** au titre de la « modernisation des process » / - 1 A et - 1 B au **PCRP Mirail** et - 1 B au **PCRP Rangueil** au titre des pôles nationaux / - 1 C au **PCE Rangueil** (service contrôle redevance audiovisuelle).

Transformation d'un B en A au PCE Mirail et transformation d'un Idiv en IP à la 3ème BDV.

Quant à la gestion publique, on arrive au bout du NRP avec la fermeture des dernières trésoreries : Caraman, Cazères, Montréjeau, Salies-du-Salat et Villefranche-de-Lauragais.

Ces 60 suppressions supplémentaires en Haute-Garonne auront des conséquences directes sur les conditions de vie au travail de l'ensemble des personnels, sur les mutations nationales et locales avec de moins en moins de possibilités de mutations pour convenances personnelles, des mutations forcées, et un frein pour les promotions internes des collègues.

Vu dans la presse...

Emmanuel Macron à l'Élysée, recevant le 5 janvier 2023 des boulangers venus protester contre l'augmentation du prix des énergies :

*"Moi, j'en ai ras-le-bol des numéros verts dans tous les sens", a poursuivi Emmanuel Macron avant de s'en prendre ensuite aux circulaires "illisibles". **Beaucoup de nos artisans de nos TPE ont autre chose à faire que d'aller chercher dans nos sites internet des circulaires absolument illisibles ou des tableaux incompréhensibles. J'ai fait l'exercice comme un boulanger ou un boucher doit le faire, c'est impossible**", a lancé le président devant un auditoire conquis qui l'a applaudi.*

Un Président qui désosse les emplois des services publics et prône le « tout numérique » depuis cinq ans et qui feint de s'étonner face à des numéros qui ne répondent plus et des procédures internet compliquées : quelle tartufferie !



Nous invitons tous les collègues à participer aux AG qui se tiennent sur leurs sites et à se rassembler sur les autres sites pour décider ensemble des actions à mener et recenser les revendications. N'hésitez pas à écrire au directeur sous forme de motion par service pour demander des explications sur les suppressions d'emplois.

Un rassemblement et une conférence de presse sont prévus le jour du comité social d'administration local (CSAL) « répartition des suppressions d'emplois » à 12h00 à la direction, rue des Lois, afin qu'un maximum de collègues puissent venir exprimer, une première fois cette année, leur colère au DRFiP